



HAL
open science

Banlieues : de la ségrégation classiste à l'exclusion ethnique ?

Daniel Pinson

► **To cite this version:**

Daniel Pinson. Banlieues : de la ségrégation classiste à l'exclusion ethnique?. Joëlle Deniot, Catherine Dutheil-Pessin. Métamorphoses ouvrières T 1, L'Harmattan, p. 301-308, 1995, ISBN : 2-7384-3864-4. <halshs-01532937>

HAL Id: halshs-01532937

<https://shs.hal.science/halshs-01532937v1>

Submitted on 13 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Daniel PINSON
LERSCO-URA CNRS 889/Université de Nantes, LAUA/Ecole d'Ar-
chitecture de Nantes

Colloque : *CRISES ET METAMORPHOSES OUVRIERES*, Nantes,
8-10 Octobre 1992

BANLIEUES :
DE LA SEGREGATION CLASSISTE A L'EXCLUSION ETHNIQUE ?

L'évolution récente des banlieues a été marquée de manière particulièrement visible par la progression politique de l'extrême-droite et l'expression violente de la colère d'une jeunesse confrontée à diverses difficultés.

La "dangerosité" de certains groupes sociaux n'est probablement pas plus dramatique qu'au siècle dernier. Si cela avait un sens de le mesurer, on peut même estimer que la vie sociale en Europe est sans doute moins marquée qu'autrefois par les crimes et les délits, et que les conflits sociaux s'y déroulent, en tout cas dans les démocraties occidentales (car je ne m'aventurerais ni en Yougoslavie, ni au Nigéria), sous des formes (ou des normes) pratiquement contractualisées par les protagonistes.

Les violences estivales des jeunes des quartiers marginalisés et encore bien plus l'explosion de révolte des populations pauvres de Los Angeles sont pourtant venus secouer les certitudes simplistes sur l'intégration, aujourd'hui considérée comme facteur essentiel de la paix sociale.

La crise économique, voire peut-être une nouvelle structure économique qui limite l'emploi et généralise l'assistance sociale, est la raison de ces troubles sociaux. La ville en est le théâtre, théâtre des opérations, comme on dit dans la description militaire, mais est-elle aussi peut-être, elle-même, une structure agissante, dès le moment où elle sanctionne dans ses formes, son organisation et sa gestion la mise en ordre (ou désordre) spatiale de la crise économique.

Cela est-il si nouveau ?

En ce qui concerne le premier aspect, la ville est depuis longtemps, et d'une manière peut-être plus affirmée depuis le XIXème siècle, un espace privilégié des affrontements entre groupes sociaux, un lieu quasi légendaire, en tout cas en France et à Paris, de l'insurrection urbaine, dont la dernière manifestation est, sans trop de risque de se tromper, l'explosion de Mai 68.

Le second aspect relève, quant à lui, d'une analyse qui considère que la ville est à la fois la représentation spatiale de l'économie et en même temps un espace-temps qui fabrique de l'urbanité, du lien social, un certain type de rapports sociaux, ces derniers ne pouvant se résumer à ce qui se fabrique dans la production économique.

L'opinion comme les gens savants dans le domaine du social et de l'urbain, s'étaient habitués à associer les *lutttes urbaines* (un titre lointain de Manuel Castells) à l'organisation syndicale et politique, liaient la manifestation urbaine, pacifique et même violente, à une finalité revendicative ou révolutionnaire qui entrainait dans un cadre conceptuel, certes évolutif, mais cependant construit par les idéologies de la révolution sociale.

Avec l'effondrement de ces dernières et de ses aires de référence (d'expérimentation, le "socialisme réel"), ceux qui ont en charge de diriger la société ou ceux qui ont fonction de la comprendre, ne disposent plus de repères pour situer ces mouvements urbains, dont l'éclatement brutal et l'extension sociale et spatiale sont aussi inattendues et difficilement maîtrisables qu'un incendie de forêt.

Écarts économiques et écarts culturels

Les inégalités sociales, y compris dans les pays qui sont les plus riches et se déclarent les plus démocratiques, semblent désormais ajouter l'exclusion à la pauvreté sociale. Alors que cette dernière peut encore être entendue comme une condition sociale inférieure, marquée par des limites économiques ne compromettant pas le lien avec l'ensemble du corps social, l'exclusion est une mise à l'écart plus ou moins radicale de la société.

L'absence de travail en est l'une des caractéristiques principales, à côté d'autres formes d'anomie sociale (délinquance, handicap...), mais elle se trouve aujourd'hui redoublée (et sans doute encore plus qu'à d'autres époques, celles d'une émigration strictement européenne) par l'appartenance plus ou moins lointaine à des ethnies autrefois soumises au joug colonial, et aujourd'hui économiquement dominées par le monde occidental. Il existe donc une exclusion économique à côté ou avec une exclusion ethnique.

Ce qui diffère, dans la perception d'une société occidentale qui, dans la plupart de ses composantes sociales, aspire plus que jamais à la paix sociale, ce sont les écarts culturels, au sens ethnologique du terme, entre les groupes sociaux. Ils sont rendus d'autant plus visibles que l'expression des écarts économiques (je dis bien

l'expression et non les écarts économiques eux-mêmes), entre les classes sociales, qui autrefois se manifestaient aussi par des signes extérieurs, de l'ordre de l'habillement et de l'hexis corporel (le bleu et le blanc), ont tendus à disparaître avec l'avènement de la société de consommation.

C'est donc à l'intérieur d'un même ensemble national, approximativement cohérent (car il ne faudrait oublier, sur ce plan de l'ethnicité, ni l'émigré breton, ni l'émigré auvergnat ou berrichon), que se réalisait une correspondance logique entre l'écart socio(-économico-)professionnel et la norme vestimentaire. On peut même estimer que cette dernière était érigée (voire chantée, cf. Renoir et Prévert) en mode d'identification légitime et positif.

Des migrations intranationales aux migrations internationales

Précisément, l'un des principaux écarts culturels marquant le monde occidental, au XIX^{ème} siècle, était caractérisé par la différence entre l'urbain et le rural. Au milieu de ce siècle (et avec la réflexion d'Henri Lefebvre sur cette question *Du rural à l'urbain*), cette réalité et ce sujet se sont partiellement épuisés ; les échos qui en restent se superposent désormais aux manifestations de cette autre altérité qui a pour figure les cultures des pays du Tiers-monde et qui, comme forme amplifiée de la migration interne, participe des migrations internationales. Si le phénomène n'est pas neuf pour le nouveau monde, il l'est nettement pour l'ancien.

Mais, de surcroît, ces écarts culturels, d'une certaine manière, tendent à masquer les écarts économiques, qui, antérieurement, exprimaient principalement l'appartenance aux classes sociales.

La crise économique survenue à la fin des "Trente glorieuses", vers 1975, et dont on ne discerne toujours pas le terme, parce qu'elle n'a rien de pétrolière comme on le pensait au départ, effrite la classe ouvrière, conteste d'abord sa force numérique, ensuite son rôle moteur dans les progrès matériels de la société, facteurs qui justifiaient son statut de classe sociale à l'avant-garde des changements sociaux et politiques.

Tandis qu'apparaissent successivement les figures de l' "intérimaire", puis du chômeur à vie (dit "de longue durée" par euphémisme), la désindustrialisation et la recomposition de l'économie autour des industries dites "de pointe", du tertiaire et des services, met en évidence de nouvelles forces productives, plus nourries de matière grise et de maîtrise d'outils sophistiqués, lieu d'expression

du technicien et de l'agent commercial ("la force de vente"), catégories sociales qui se séparent de l'ouvrier d'usine.

Si la crise et les modifications structurelles de l'économie paraissent constituer le fondement essentiel de l'exclusion, la ville en est donc le lieu d'expression, à la fois comme théâtre des opérations violentes, comme je l'ai dit, et comme réceptacle et creuset de cristallisation des formes de mise à l'écart dans l'espace, d'exclusion.

Voilà sans doute une raison qui rend compte de cette extraordinaire angoisse du chaos urbain : elle hante les responsables politiques, et, c'est vrai, se trouve attisée par des événements tels que ceux de Los Angeles.

La ville se vit donc aujourd'hui sur un mode dramatique, en Occident, alors qu'à bien y regarder, l'histoire, comme la géographie, nous montreraient aisément que cette destinée dramatique est permanente, lorsque l'on va de la Commune aux bombardements de Beyrouth ou de Sarajevo.

Mais restons en France et essayons de saisir les différents aspects de *La ville partout et partout en crise*¹.

La banlieue, du terroir ouvrier à l'isolat des exclus

Le XIX^{ème} siècle avait mis fin à la ville polyfonctionnelle, à son mélange d'activités commerciales et artisanales et des populations qui s'y adonnaient. L'ère industrielle a donné lieu à la formation d'un espace urbain ségrégué, déplaçant tout d'abord les industries manufacturières en périphérie urbaine, y entraînant une classe ouvrière à faible mobilité.

D'abord simples faubourgs, ces excroissances du développement urbain s'organisèrent, à l'intérieur d'un territoire communal bien circonscrit, en entités urbaines cherchant à travers les atouts du développement industriel et les lois de renforcement des prérogatives communales (1882), une cohérence leur permettant de résister aux pressions de la ville centre et de répondre aux besoins des populations ouvrières dominantes.

Territoire communal de banlieue et identité ouvrière

Construisant leur identité à la faveur des proximités du travail et du lieu de résidence, d'une part, et de la montée en puissance des idéologies de libération et d'émancipation sociale de la classe laborieuse, d'autre part, les communautés ouvrières ont pu réaliser un

1. Titre d'un numéro spécial du *Monde diplomatique*, octobre 1991

syncrétisme de terroir communal et de classe sociale, illustré par la ceinture rouge et le socialisme ou le communisme municipal. La réalisation de ces entités, marginales par leur position, mais non marginalisées sur le plan de l'économie et de la politique, a fait aujourd'hui l'objet de pas mal de travaux¹, et même si l'on est en droit de contester la monosémie négative qui a gagné le concept de banlieue², on ne peut faire l'impasse sur ce moment et cet aspect territorial de la construction de l'identité ouvrière³.

Le tripôle usine, logement, commune ou quartier structurait ainsi socialement et spatialement le groupe ouvrier. Ils étaient la base où s'exprimaient, sous des formes embryonnaires, les esquisses du rêve de la République sociale, perspective d'un avenir déjà présent en d'autres terres.

La fin des "trente glorieuses" a ébranlé les fondements économiques et idéologiques de ce schéma. Déjà, la mobilité avait eu raison du principe de proximité qui régissait travail et résidence, et les vastes programmes des grands ensembles et le dispositif bureaucratique des attributions avaient dispersé la population ouvrière et fait éclater les solidarités de travail, de métier ainsi que les solidarités familiales qui soutenaient souvent la transmission des représentations professionnelles et sociales et donnaient ce "ton" très particulier aux quartiers populaires⁴.

Les nouveaux ensembles étaient à la fois la réponse moderne à la crise du logement, réponse dont pouvait s'occuper un Etat florissant, et le moyen de faire accéder aux bonheurs de la consommation de masse, dans le côtoiement résidentiel avec les classes moyennes, la population ouvrière .

Les immigrés, venus en renfort de l'industrie, pour combler un manque de main d'œuvre que n'arrivait pas à satisfaire un ultime recrutement en campagne, étaient, sans qu'on s'en alarme outre mesure dans un premier temps, parqués dans des bidonvilles auto-construits, qui méritaient bien plus le nom de "ghettos" que les cités

1. Dans l'ordre de parution, Marc Bonneville, *Villeurbanne, naissance et métamorphoses d'une banlieue ouvrière*, PUL, Lyon, 1978, Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis, la ville rouge*, Hachette, Paris, 1980, Daniel Pinson, *L'indépendance confisquée d'une ville ouvrière*, Chantenay, ACL, Nantes, 1982, Annie Fourcaut, *Bobigny, banlieue rouge*, Ed. Ouvrières-Presses de la FNSP, Paris, 1986, Jean-Noël Retière, *L'enracinement ouvrier : Lanester*, Thèse de Doctorat de sociologie, Université de Nantes, 1987.

2. Hervé Vieillard-Baron, "Le risque du ghetto", in *Esprit*, n° 169, février 1991.

3. Jean-Paul Molinari, *Les ouvriers communistes*, L'Albaron, Thonon, 1991.

4. Jean-Claude Chamborédon et Martine Lemaire, "Proximité spatiale et distance sociale" in *Revue française de sociologie*, XI, 1, 1970.

modernes des années 60 aujourd'hui dégradées et ainsi souvent dénommées.

Avec la crise, avec le reflux de la vieille classe ouvrière issue des métiers manuels et avec la disparition de ses vieilles représentations politiques, tendent à disparaître des solidarités qui s'organisaient dans l'association syndicale et se réalisaient dans la mobilisation de classe plutôt que dans des initiatives de gestion sociale comme en Allemagne. A peine existante, l'économie sociale n'échappe pas à ses origines corporatistes, bien qu'elle manifeste aujourd'hui une évolution certaine vers la gestion entrepreneuriale.

Au total, c'est tout une culture sociale dont le lieu d'origine était l'usine, qui s'effondre, et ne trouve pas d'alternative, la structuration des solidarités au plan territorial n'existant que par des associations inférées aux syndicats professionnels et en général réduits à l'existence d'un état-major sans base.

Cette absence est d'autant plus criante que disparaissent les solidarités territoriales non organisées, qui naissaient spontanément de la vie des quartiers, de ses lieux de rencontre et des voisinages combinés des familles et de l'usine et de la résidence.

Par ailleurs l'identification territoriale et communale, qui transitait auparavant par les partis ouvriers, s'est progressivement désagrégée, en même temps que s'étiolait la classe ouvrière, les proximités usino-résidentielles et les voisinages familiaux, et que s'estompait, confondue dans la notabilisation politique, la gestion municipale des partis ouvriers.

Isolats centro-administrés et recomposition des peuplements et des identités

Tandis que les classes moyennes achevaient leur course résidentielle dans les pavillons, les derniers bataillons de l'économie fordiste, parmi lesquels figurent en bonne place les ultimes recrues de l'industrie, immigrés des anciennes colonies, sont confinés dans les grandes cités modernes auparavant construites par la société en expansion des "Trente glorieuses".

Il s'agit en réalité d'isolats artificiels, autoritairement implantés sur des terroirs ouvriers qui, désormais, pour les raisons mentionnées plus haut, ont tendance à disparaître. Les "4000" de La Courneuve, construits dans les années 65, est exemplaire de ce parachutage massif de logements. Il est implanté à l'écart de la partie vivante de cette banlieue, entre rails et routes, et l'initiative en revient, avec l'accord de La Courneuve, à la Ville de Paris, qui se débarrassait ainsi de sa population de Belleville, pour rénover ce quartier.

De plus ces vastes ensembles présentent une gestion locative centro-administrée, entièrement contrôlée par les offices d'HLM. Les critères de placement des familles sont parfaitement bureaucratiques. Revenus et tailles constituaient (et constituent souvent encore) les critères essentiels de sélection, en plus de l'ordre d'inscription sur une liste d'attente.

Auparavant les quartiers populaires présentaient un dispositif architectural constitué de petits immeubles de rapport : cette réalité de la structure immobilière produisait un mode de peuplement socialement mieux ajusté.

D'abord parce qu'il se faisait progressivement, et non pas brutalement, ensuite parce que le marché de la location, réparti entre de multiples propriétaires, offrait des appartements dont l'attribution donnait lieu à des négociations *in situ* plus favorables à la constitution des voisinages, enfin parce que la conception et la structuration même de l'espace architectural favorisait ces rapports de voisinage.

Le grand ensemble est donc, pour sa part, une entité qui se distingue du reste du tissu urbain, par son implantation, sa taille et sa forme spatiale, et généralement par l'absence de lien de sa population avec celle du terroir communal, caractéristique de la banlieue du XIX^{ème} siècle, près duquel il est venu "atterrir"¹. Le mélange social souhaité et réalisé à sa manière et par ses soins par le Mouvement HLM n'a vraiment jamais produit de véritable sociabilité dans ces grands ensembles, d'autant que les modes de vie évoluaient conjointement, marqués par le repli familial².

L'irruption de l'autre et la fiction/réalité possible du ghetto

Sans que l'on puisse systématiquement généraliser, car tous les grands ensembles ne peuvent être assimilés à la vision apocalyptique que le sens commun s'en fait souvent, leur évolution est marquée par une obsolescence rapide, par le vieillissement et l'inadaptation à l'évolution des modes de vie des classes moyennes et de cette fraction des ménages qui ont accédé au double emploi (mari et femme).

Le grand ensemble est ainsi devenu l'espace de confinement de la partie la plus démunie de la classe ouvrière, à laquelle se sont rapidement additionnés, avec la crise, les groupes sociaux, familles et individus frappés par le chômage, la précarité ou l' "anormalité" (famille monoparentales, nombreuses...).

1. L'expression émane de beaucoup d'habitants pour caractériser leur arrivée dans la ZUP...

2. Michel Verret, *L'espace ouvrier*, A. Colin, Paris, 1979.

La vacance des grands logements, due à la décohabitation dans les familles nombreuses entrées en HLM dans les années 60, a en même temps coïncidé avec la suppression des cités de transit et la politique du regroupement familial.

Les organismes HLM ont ainsi accueilli des familles immigrées dans les grands ensembles, les mettant, à la faveur de l'apparent hasard des logements vides (les grands, en réalité tous concentrés dans certains immeubles, abritant par ailleurs souvent des ménages français anomiques), dans des situations de cohabitation jamais négociées avec les plus anciens résidents.

Pour ces derniers, aux contrastes sociaux antérieurs, marqués par le sentiment d'appartenir à un ensemble social tiré vers la classe moyenne, s'est par conséquent substitué un sentiment de déclassement, auquel se sont ajoutés, avec l'arrivée des familles immigrées, des écarts culturels à l'apparence plus marquée¹.

Ces changements sont très défavorablement ressentis par les populations confinées dans les cités, désormais pratiquement condamnées à y rester à vie, la perspective d'un avenir résidentiel meilleur disparaissant derrière les inquiétudes pour son propre emploi, lorsqu'il n'est pas compromis, et celui des enfants. La perception, réelle ou imaginée, d'un déclassement, du fait de la modification sociale du quartier, tend à glisser vers le sentiment d'une déchéance.

Urbanisme autrefois marqué par sa nouveauté formelle et sa morphologie sociale variée², positivement identifiable dans l'espace urbain, le grand ensemble s'est progressivement transformé, associant une dégradation physique rapide à un changement social progressif, marqué par un appauvrissement général et une importante diversification ethnique³.

Cependant en leur état actuel, les grands ensembles, encore moins que les bidonvilles des années 60 et les quartiers du type de "La Goutte d'Or", ne peuvent-ils être, pour l'instant, qualifiés de "ghettos".

1. voir (sous la direction de Nadir Boumaza), *Banlieue, immigration, gestion urbaine*, IGA, Université Joseph Fourier-Grenoble I, 1989.

2. Paul Clerc, *Grands ensembles, banlieues nouvelles*, PUF, Paris, 1967.

3. Selon Claude Jacquier, la proportion des ménages étrangers dans le parc HLM serait passée de 15% en 1975 à 23,6% en 1982. En proportion de leur nombre, les ménages maghrébins sont nettement surreprésentés comme locataires HLM (plus de 3 ménages sur 10 contre un peu plus de 1 ménage sur 10 pour les familles françaises). (Claude Jacquier, "Les communautés issues de l'immigration et leur insertion par le logement", in *Les Annales de la recherche urbaines* n° 49, Paris, MELATT, décembre 1990).

Il apparaît au contraire que c'est l'impression de déclassement des plus anciens résidents (chômage réel, cohabitation avec des populations encore plus pauvres, auxquelles on risque d'être assimilé, dégradation physique de la cité...) qui suscite la réinvention de l'image du "ghetto", confortée ou inspirée par quelques analystes et chroniqueurs savants, et la projette sur le quartier.

Inversement, à l'affirmation fréquente, chez les résidents français, de difficultés relationnelles avec les familles immigrées, répond en contrepoint, l'assurance (peut-être surfaite comme déclaration à un interviewer français), de la part des immigrés, d'une entente parfaite avec les familles françaises.

Ainsi, du point de vue des groupes d'origine étrangère, l'accès résidentiel au grand ensemble serait donc tout le contraire de la ghettoïsation, bien plutôt l'intégration, puisqu'un organisme rattaché autant à l'Etat qu'à la commune, lui donne les moyens d'accéder au logement social, en apparence à égalité de droit avec les populations françaises, et de côtoyer des ménages français dans les HLM.

En apparence, car les discriminations ne sont pas sans exister, qu'il serait trop long de développer ici, mais qui vont du "quota" imposé par certaines municipalités, y compris communistes, jusqu'à l'offre des logements les plus dégradés du patrimoine de tel ou tel office HLM.

On ne sait plus très bien, dans certains cas, si c'est la précarité économique, les spécificités de la famille immigrée (grandes familles souvent) ou les difficultés supposées de cohabitation, qui orientent ainsi les attributions vers les parties du parc HLM les plus dégradées.

Ces pratiques entraînent un hyper-confinement, à l'intérieur même de la cité, dans certains immeubles à l'avenir incertain, par exemple promis à la démolition¹. Elles ne sont pas, dans ce cas, et par le fait même qu'elles résultent d'une autorité placée au-dessus des personnes concernées, sans s'apparenter à la formation de mini-ghettos.

Cependant, les pratiques des sujets immigrés eux-mêmes démontrent qu'ils ne se laissent pas enfermer dans l'univers clos et dévalorisé auquel on les destine sur le plan résidentiel. A la différence de beaucoup d'exclus français, qui le sont économiquement, socialement, familialement², les solidarités

1. Comme j'ai pu le constater récemment à Bellevue, ZUP située à l'ouest de Nantes.

2. Il faudrait sans doute le montrer d'une manière incontestable, et il serait tout à fait faux de considérer que, chez les familles françaises, les solidarités familiales ne jouent pas, à côté du recours à l'assistance de l'Etat, contre les atteintes du chômage.

familiales interviennent d'une manière beaucoup plus importante chez les familles immigrées.

En plus d'être en relation avec la "communauté", la plupart des immigrés maghrébins ont souvent dans le pays même et dans la ville où ils sont établis, un ou plusieurs frères, et par l'effet des placements HLM, pas toujours dans la même cité.

Ainsi, si des concentrations de familles étrangères existent dans divers grands ensembles, eux-mêmes diversement répartis sur le territoire urbain, la présence dans plusieurs de ces cités d'autres membres de la famille immigrée contribue à former un univers non confiné, structurant la mobilité des familles, des frères, des épouses, des cousins et des cousines, finalement un réseau de solidarité et d'expérience de mobilité urbaine, n'ayant rien à voir, ni avec la notion anglo-saxonne du "ghetto", ni avec l'image mémorisée, dans l'opinion courante, du ghetto juif de Varsovie.

C'est surtout dans la sphère privée que les familles immigrées expriment avec le plus d'intensité leurs modèles culturels d'origine. Les parents de la première génération y contribuent spontanément, eux qui, pour beaucoup d'entre eux, n'ont toujours pas renoncé au retour. Cependant la réalisation de ces *habitus*, dans l'univers domestique, ne peut s'effectuer sans débordements sur les parties communes. Les odeurs en sont l'un des symptômes les plus décriés, et c'est précisément ce genre d'écart culturel qui indispose certains habitants et qui alimente le "procès" (G. Althabe) de la conduite "anormale" des immigrés.

Ici apparaît la manière dont se cumulent des difficultés de cohabitation qui trouvent leurs sources, au-delà des existences économiques et culturelles, pour certaines, dans des voisinages imposés et, pour d'autres, dans un espace architectural marqué par son excessive médiocrité (ventilation, insonorisation, distribution des parties et services commun) et son inadaptation à des pratiques domestiques spécifiques¹.

Les enfants, pour leur part, intègrent les valeurs de l'Occident moderne, en les combinant de manière intentionnelle et inintentionnelle avec certains traits de la culture d'origine de leur parents. Mais c'est peut-être autant, sinon plus, dans l'espace public qu'ils les mettront en évidence, dans des relations affichées entre adolescents

1. Voir Daniel Pinson, "A propos de l'intégration des immigrés : adaptation de l'habitant ou adaptation de l'habitat?", communication à la 5^{ème} Conférence internationale de recherche sur l'habitat, Montréal, 7-10 juillet 1992.

ou la constitution de groupes ou de "bandes", flirtant avec la transgression délinquante.

La surenchère vestimentaire, par exemple, s'accompagne très bien ainsi, pour les "Beurs", d'une présence affirmée dans l'espace public, qui est l'une des caractéristiques des pratiques masculines dans le rapport extérieur/intérieur de la maison, dans le monde arabo-musulman.

En conclusion, alors que les anciennes banlieues industrielles s'étaient progressivement érigées en terroirs ouvriers, les grands ensembles tendent à constituer principalement des espaces d'exclusion des populations économiquement mises à l'écart du système de production, contraints au chômage et aux moyens d'assistance de l'État. A l'identification de l'ouvrier de banlieue au métier et au territoire-usine, devenant progressivement entité locale et politique ouvrière, s'opposent le confinement du sans travail dans le grand ensemble-ZUP, et une stigmatisation ethnique surfaite de ce dernier, l'assimilant à la proportion grandissante d'étrangers qu'il reçoit, comme catégorie extrême d'exclus économiques.

Les immigrés ne sont en réalité, dans le grand ensemble, que l'une des composantes de ces populations, plus atteinte que les autres par les effets directs et indirects de la crise. Elle se trouve de surcroît exclue de l'exercice des droits politiques, y compris à l'échelon local, et cible d'une volonté d'exclusion déclarée de la part de l'extrême droite, volonté qui trouve écho chez d'autres populations marginalisées qui la désignent alors comme l'une des raisons de leur situation économique et du déclassement de leur quartier.

Les difficultés de cohabitation des populations françaises pauvres avec les familles immigrées manifestent, d'une certaine manière, la réalité des tentatives d'intégration, puisque les populations immigrées ne sont plus rassemblées dans des bidonvilles et des cités de transit et mélangées à d'autres groupes sociaux. Toutefois l'intégration se fait par le bas, au cœur de quartiers qui ne sont pas tant des ghettos marqués par l'appartenance ethnique que par l'exclusion sociale résultant plus que jamais de la crise¹.

L'intégration se fait donc dans les pires conditions, à travers des cohabitations imposées par le dénuement économique, dans des ensembles urbanistiques coupés du reste du tissu urbain, conçus selon des modèles normatifs, supposant *a priori* l'identité des habitants. Le

1. Claude Jacquier, "Les communautés issues de l'immigration et leur insertion par le logement", in *Les Annales de la recherche urbaines* n° 49, Paris, MELATT, décembre 1990.

logement par sa concentration et sa mauvaise qualité y met en évidence les intimités et en exposition les écarts culturels, rendant ainsi leur expression difficile ou insupportable pour l'autre.

Ces ensembles sont par ailleurs gérés selon un dispositif bureaucratique, mettant en avant les considérations statistiques des moyens économiques et des tailles familiales avant la compatibilité des modes de vie. A l'intérieur de ces ensembles, des isolats de pauvreté extrême, immeubles ou groupes d'immeubles, font leur apparition. La condition économique de l'immigré se conjugue ici avec les marques physiques et aussi culturelles de son origine pour transformer, du point de vue du milieu social défavorisé à côté duquel il vit, l'exclusion économique en exclusion ethnique.

Le profil du ghetto se dessine, contre lequel les familles immigrées résistent, en déployant des efforts d'adaptation à la vie dans le pays d'accueil, au cœur d'une société dont elles ne comprennent pas tous les codes, et en nourrissant l'espoir d'un avenir professionnel et résidentiel meilleur pour leur descendance, clef très consciente dans les premières générations, de leur intégration.